

Elections européennes : enjeux gay

Article rédigé par *Philippe de Saint-Germain*, le 05 juin 2009

Les élections européennes sont un enjeu important pour les associations gay et lesbiennes. Pierre Serne, membre de Ilga-Europe (International lesbian and gay association) le reconnaît dans le magazine *Têtu*.

L'Ilga-Europe, basée à Bruxelles, est une fédération d'environ 200 organisations LGBT à travers toute l'Europe (45 pays) dont l'objectif est de lutter pour l'égalité des droits pour les personnes LGBT . Elle agit auprès des institutions nationales et européennes et apporte son expertise aux réseaux gays et lesbiens. L'Ilga-Europe travaille sur des dizaines de dossiers et, dit-il, joue un rôle clé depuis des mois dans le processus de co-écriture et d'adoption de la directive contre toutes les discriminations dans tous les domaines de compétence de l'Union .

Serne prend soin de rappeler qu'en 2004, c'est le lobbying de l'Ilga-Europe qui a empêché que l'homophobe et sexiste Buttiglione ne devienne commissaire européen .

Pour lui, le Parlement joue un rôle important, ses avis pèsent sur l'élaboration de la législation et son poids symbolique est indéniable [...] Les choses progressent et elles le feront d'autant plus que les majorités, tant au Parlement que dans les gouvernements européens, seront plus progressistes...

Et puis les instances judiciaires européennes, comme la Cour européenne des droits de l'homme, auprès de laquelle l'Ilga-Europe fait régulièrement valoir ses expertises, ont sans doute plus fait progresser les droits LGBT que bien des législations, à l'Est comme à l'Ouest d'ailleurs .

Les catholiques sont toujours l'ennemi n° 1 : Il est clair que le Vatican et les forces les plus conservatrices ne désarment pas. Des partis ouvertement homophobes siègent au Parlement européen... Si, généralement, on a pu trouver des majorités au Parlement européen favorables à l'égalité des droits pour les personnes LGBT, rien n'est jamais acquis.

En France le lobby homosexuel de l'UMP, GayLib, appelle à voter pour les listes soutenues par le parti du président Sarkozy (UMP, Nouveau Centre et partis associés comme le FRS de Christine Boutin). Mais c'est aussi au sein de l'UMP, et de son groupe d'appartenance à Strasbourg, le PPE, que l'on trouve la plus grosse force parlementaire hostile aux revendications gay.
